Militantisme trans et précarité

Entretien avec
Clémence Zamora Cruz (Inter-LGBT)
et Jeanne Swidzinski (Trans 3.0),
réalisé par Arnaud Alessandrin

À quelles conditions le militantisme trans est-il vivable pour les militant.e.s eux/elles-mêmes ? Si la question de la reconnaissance politique et des avancées en droit sont cruciales, si les liens d'amitié et les reconnaissances interpersonnelles de l'entre-aide sont centrales, qu'en est-il des questions matérielles qui empêchent une militance encore précaire ? La structuration lente des associations, des collectifs et des fédérations formelles ou informelles donnent le sentiment d'urgence de cette question : la précarité. Mais si la précarité est évidemment politique, sociale et économique, elle est aussi émotionnelle. Comment faire avec une militance qui ressource parfois, épuise d'autre fois ? Dans ce contexte, nous avons fait appel à deux associations très différentes dans leurs fonctionnements comme dans leurs ancrages géographiques. La première, L'inter-LGBT est un regroupement d'associations LGBTQI+ située en Île-de-France, très visible politiquement et médiatiquement. C'est Clémence Zamora-Cruz, sa porte parole que nous invitons dans ces pages. Aux côtés de Clémence, Jeanne Swidzinski, présidente et cofondatrice de l'association bordelaise « Trans 3.0 » prendra également la parole à partir d'une expérience associative plus locale, marquée par un auto-support quasi-quotidien dans le centre LGBTQI+ de cette même ville (le Girofard).

Bonjour Clémence : est-ce que vous pourriez vous présentez ?

> Je m'appelle Clémence Zamora Cruz. Je suis née au Mexique. Je suis une personne trans visible depuis mes 6 ans puisque c'est à cet âge-là que j'ai fait mon *coming out*. Dans les années 1990, j'ai dû fuir mon pays d'origine pour différentes raisons et notamment à cause de la persécution que les personnes militantes pour le respect des Droits Humains subissaient à cette période-là. Je suis arrivée en France en 1996, en tant qu'étudiante, où j'ai découvert une transphobie moins visible mais pas pour autant moins violente. Ma révolte contre la transphobie conduit tout naturellement à m'impliquer dans la lutte.

Je milite pour les droits des personnes LGBTQI+ au sein de plusieurs organisations et, actuellement, je suis la porte-parole de l'Inter-LGBT.

Bonjour Jeanne : est-ce que vous pourriez vous présentez également ?

Je m'appelle Jeanne Swidzinski, je suis retraitée de la fonction publique en tant qu'éducatrice sportive depuis 2016. Je suis parente de trois enfants et grand-mère de deux petits enfants. Je suis également présidente de l'association Trans 3.0 depuis 2013, association que j'ai cofondée avec Candice De Laulanié, et vice-présidente du girofard, centre LGBTQI+ de Bordeaux depuis trois ans. Je suis enfin membre du collectif contre les discriminations LGBTphobes de la CGT avec lequel nous organisons des actions de visibilisation, formations et accompagnement des personnes victimes de discriminions et de harcèlement sur leurs lieux de travail.

En deux mots, Clémence : c'est quoi, l'Inter-LGBT ?

L'Inter-LGBT, interassociative Lesbienne Gay Bi et Trans, a pour objectif de lutter contre les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. L'Inter-LGBT inscrit sur la place publique les questions LGBTQI+ dans le cadre de la promotion des Droits Humains et des libertés fondamentales. Elle organise tous les ans Le printemps des associations (le salon associatif LGBTQI+ de Paris) ainsi que la quinzaine des fiertés et la Marche des fiertés LGBTQI+ de Paris, qui a lieu chaque année le dernier samedi du mois de juin.

La Marche des fiertés quant à elle, a pour but de visibiliser les personnes LGBTQI+ et les revendications portées par les associations, dans leur diversité. Par ses mots d'ordres et ses messages revendicatifs, elle tend à faire inscrire dans l'agenda politique l'avancée des droits et la lutte contre les discriminations des personnes LGBTQI+. C'est aussi un moment d'affirmation : pouvoir s'approprier l'espace public, revendiquer qui on est, mettre en cause les stéréotypes de genre, marcher pour celles et ceux qui n'en ont toujours pas le droit dans d'autres pays… qu'on soit LGBTQI+ ou allié.e, chacun.e trouve une ou plusieurs bonnes raisons de marcher ! Par ailleurs, nous nous réjouissons que chaque année des organisations généralistes participent à la Marche des fiertés. Il est important de montrer que la question des droits concerne aussi la société dans son ensemble et sa diversité.

Jeanne, pourriez-vous nous présenter Trans 3.0 ?

L'association a été créée en 2013 suite à des divergences importantes avec Mutatis Mutandis, l'ancienne association trans de Bordeaux, notamment sur les questions de visibilité trans. Trans 3.0 accueille, informe et accompagne les personnes interpellées par un questionnement transidentitaire sur la région Aquitaine et plus particulièrement à Bordeaux. Elle essaie d'apporter un regard neuf sur la transidentité à partir des notions comme l'identité de genre, en s'appuyant également sur des valeurs féministes : comme le respect des choix individuels, le déploiement de parcours médicaux respectueux et diversifiés et l'accès simplifié au changement d'état civil. Ceci, tout en affirmant une

éthique respectueuse de chaque identité, sans stigmatisation de celles et ceux qui se revendiquent trans, transgenres, transsexuel.le.s, travesti.e.s et queers, opéré.e.s ou non. Trans 3.0 croit profondément en la richesse de la diversité.

Clémence, nous nous sommes rencontrés en mai 2016 lors d'une table ronde et en vous écoutant j'ai été frappé par une dissonance qui semble particulièrement vraie dans le monde associatif trans, entre le travail déployé et le manque de moyens qui sont alloués à vos associations... Alors une première question me vient en tête : en termes de lutte contre la précarité associative, la stratégie d'alliance avec les structures LGB est-elle quelque chose de volontaire, de naturel ou de problématique ?

C'est paradoxal mais la réponse est : les trois à la fois. La conception du concept de genre est très récente et les questions trans ont été par le passé assimilées et traitées comme des questions d'orientation sexuelle. La stratégie d'alliance a été volontaire et naturelle dans une dynamique de convergence de luttes. Cette stratégie d'alliance était une réponse aux oppressions que les personnes LGB et T subissaient et continuent à subir. En regardant l'histoire des mouvements LGBTQI+ nous pouvons observer que l'alliance s'est faite pour lutter contre les conséquences d'une interaction complexe de facteurs environnementaux, sociaux, culturels et politiques qui mènent à la précarisation des personnes LGB et trans dans tous les domaines. Un exemple ce sont les émeutes de Stonewall à New York (1969). En effet, les émeutes ont été une réponse à la violence policière qui touchait les personnes LGBT dans son ensemble. Mais cette alliance a ses limites car elle peut entretenir l'amalgame que beaucoup de personnes cisgenres et hétéros font entre l'orientation sexuelle et l'identité de genre, et donc les emmener à penser que les associations trans travaillent uniquement sur les questions d'orientation sexuelle. Quoi qu'il en soit, l'alliance permet d'avoir un mouvement plus fort et visible afin de faire avancer les revendications trans et LGB.

Localement, Jeanne, Trans 3.0 a aussi fait le choix de l'alliance avec le centre LGBTQI+ de Bordeaux. Est-ce pour lutter contre l'isolement des questions trans, cumuler vos réseaux et financements ? Ou est-ce qu'à l'inverse cette alliance n'est pas si naturelle et évidente que ça ?

Certains membres de Mutatis Mutandis, l'ancienne association bordelaise, ont été à l'origine de la création du centre LGBTQI+ de bordeaux pour une question de mutualisation de moyens. Si c'est important de partager les locaux, nous avons aussi une autonomie, notamment financière, mais elle reste mince car nous ne demandons pas de subventions et nous ne vivons que sur les adhésions. Nous avons cependant eu un financement par la DILCRAH. Nous avons dû passer par la structure LGBTQI+ de Bordeaux afin de l'héberger. Lorqu'il y a des personnes concernées, elles prennent contact avec nous par Internet ou par mail et d'autres prennes contact avec nous par le girofard, en se rendant sur place, par téléphone ou Internet et ces demandes nous sont retransmises par le girofard. Ce regroupement favorise donc l'accompagnement des personnes parmi les différentes structures. Evidemment le « T » de LGBT concerne les questionnements trans et pas spécifiquement les questions d'orientations

sexuelles. Ça c'est en théorie, car dans la réalité il y a de nombreux rapprochements entre LGB et T car les personnes T ont aussi une sexualité (ou pas) et parfois la prise de conscience de l'identité de genre de la personne peut se faire à travers des expériences sexuelles et/ou de travestissement qui mêlent les deux.

Pour autant si cela est évident pour moi ce n'est aussi évident pour tout le monde, et il y a eu de nombreuses difficultés à l'inclusion des T dans le groupe LGB, notamment sur les questions de méconnaissance, de discriminations, et de mégenrage (se tromper de genre, de pronom etc.) !

En réalité il y a une plus-value à mutualiser nos efforts, mais il y a aussi des incompréhensions qui perdurent. C'est donc à nous de prendre notre place, plus de place. Le centre LGBTQI+ ne doit pas rester aux mains des gays, qui sont encore trop hégémoniques.

Dans les rapprochements il y aussi des luttes communes : mise en place de programmes de lutte contre les discriminations, programmes de promotion de la santé sexuelle etc. On peut ainsi mutualiser nos luttes pour IDAHOT (*International Day Against Homophobia and Transphobia*), le 1er décembre (Journée mondiale de lutte contre le sida), ou la Marche des fiertés, et avoir une démarche spécifique trans lors du Tdov (*Trangender Day of Visibility*), l'existrans et Tdor (*Trangender Day of Remembrance*).

Comparativement aux structures associatives étrangères, la France fait-elle exception, dans le soutien qu'elle apporte aux associations trans ? Clémence ?

Il y a une forte précarisation des associations trans ailleurs. Le manque de moyens financiers est criant et toujours alarmant. C'est la raison de la création de l'International Trans Found qui est une initiative de militant-e-s et financée par des donneurs. La ITF a pour objectif d'augmenter la capacité du mouvement trans pour s'auto-organiser, s'autogérer et travailler pour les personnes trans.

Pourtant, en Belgique par exemple, certaines Maisons Arc-en-Ciel et certaines associations trans ont un budget de fonctionnement plus important qu'en France. Jeanne, n'y a-t-il pas, en comparaison avec d'autres structures européennes ou étrangères, une inégalité que vous pouvez ressentir ?

J'ai eu l'occasion de visiter certaines structures européennes associatives LGBT et effectivement, pour parler des Maisons Arc-en-Ciel de Belgique, il y avait, dans celle que j'ai visiter, sept permanent.e.s rémunéré.e.s pour leurs fonctions. En Belgique, certaines missions de service public, comme l'accueil des migrants, sont confiées à des associations comme les Maisons, alors que, en France, cela est réalisé par des fonctionnaires en préfecture. C'est d'ailleurs les mêmes choses pour les missions qui incombent au secteur social en France. En France donc, l'accueil des personnes LGBT est assuré par des bénévoles, plus ou moins formés. Par exemple, on manque de postes de travailleurs sociaux, de coordinateurs, de juristes, de psychologues : le fait qu'il n'y ait que des béné-

voles cela créée de fortes inégalités vis-à-vis de pays dans lesquels les membres associatifs sont salariés ! Heureusement on a des bénévoles formés aussi et compétents à nos côté mais qui s'investissement temporairement du fait de cette précarité-là.

Quelles conséquences cela a, selon vous, cette précarité sur le travail des associations trans au quotidien ? Cémence ?

Une de conséquences directes sur les associations c'est le manque de professionnalisation des associations trans. C'est à dire que la plus part des associations trans fonctionnent avec des personnes volontaires, bénévoles, et donc par manque de moyens financier, elles ne peuvent pas embaucher des personnes afin de faire un travail qui s'impose pour faire avancer les droits des personnes trans mais également l'accompagnement, l'écoute et le soutien des personnes concernées au moment où elles en ont le plus besoin.

Jeanne : est-ce à dire qu'à la précarité du public s'ajoute celle des militant.e.s ? Autrement dit : est-ce qu'on peut dire qu'il existe une précarité émotionnelle également avec ce manque de reconnaissance des pouvoirs publics à l'égard des associations trans ?

La question de la militance trans est problématique car depuis ces dernières années il y a eu, d'après moi, un fort *turn-over* des militants et peu d'investissement associatif après le mariage pour tous. Il existe un message subliminal qui dit « on est trans » lorsqu'on transitionne et on est femme ou homme à la « fin » de la transition. Bref, si l'on reste dans l'association c'est qu'on n'a pas fini sa transition. Bien entendu je réfute cette analyse car si l'on dispose d'un peu d'empathie on peut prendre de la distance et aider les personnes à trouver des solutions qui correspondent à leurs histoires. Certaines personnes ayant terminé leurs transitions m'ont confié qu'elles ne souhaitaient plus s'investir car les nouvelles arrivantes leur rappelaient trop leurs propre histoire et cela les déstabilisent. Autre spécificité, à Trans 3.0 nous avons beaucoup de personnes sans emploi, beaucoup de personnes précaires, cela s'ajoute aux difficultés.

Nous, les militantes, on réalise donc une mission sociale d'accueil de personnes qui sont parfois en danger et ce travail gratuit n'est pas reconnu : ça use émotionnellement, notamment quand on se confronte à des personnes que l'on suit longtemps et que la vie a abîmé. Face à cela, on nous prend parfois pour des professionnelles que nous ne sommes pas toujours. On se sent démunis aussi.

Clémence : est-ce que le regroupement des associations trans, telle que la fédération trans et intersexes, est la solution à ces problèmes ?

Je ne crois pas à une solution miracle et je crois qu'il faut respecter les différentes visions et moyens mis en place pour travailler au bien être des personnes trans. Je crois que la pluralité et les voix discordantes sont nécessaires et salutaires. Elles sont nécessaires parce qu'elles sont complémentaires dans le but

de faire avancer les droits et les sujets autour des personnes trans et des transidentités en général.

Quel est votre point de vue, Jeanne ?

Je crois que cette fédération est une bonne initiative pour défendre nos intérêts. Le collectif Existrans a opté depuis quelques années pour un positionnement revendicatif ferme qui n'intègre pas toujours toutes les visions de la transidentité. La fédération semble être une démarche plus large. L'obtention récente d'une nouvelle loi et d'une plus grande visibilité sont des avancées mais la forme de militantisme qui permet d'avancer selon nous est celle qui consiste à faire un état des lieux ; d'où l'importance de l'observatoire des procédures de changement d'état civil pour savoir quoi faire évoluer. Il serait important de faire de même pour les démarches médicales ou pour les prises en charges d'opérations par exemple.

Dans quelle mesure Internet pallie-t-il cette absence de moyens alloués aux structures trans ? Cémence ?

Il ne pallie pas. Il aide à fluidifier l'information et l'humain ne sera jamais remplacé par la machine. Souvent sur Internet on trouve également des informations incomplètes, biaisées voire fausses.

C'est-à-dire que même s'il y a Internet, il y a toujours le besoin de se retrouver dans des lieux (associations, centres LGBTQI+, etc.) ? Parallèlement à cela, Internet permet aussi des récoltes de fond ? Est-ce que c'est une solution pour pallier aux difficultés rencontrées par les associations trans ? Jeanne, qu'en pensez-vous au regard de votre expérience bordelaise ?

L'existence d'Internet facilite les recherches d'informations mais la rencontre avec de vraies personnes constitue toujours un plus, un vrai partage. Les informations sur Internet sont réellement complémentaires à celles des associations (on pense aux chaînes YouTube) même si, avec Internet, on s'adresse parfois à nous comme à des agences de renseignement, comme si l'on pouvait donner toutes les infos immédiatement.

Nous, à Trans 3.0, nous n'avons pas fait de levées de fonds, mais on a beaucoup de membres qui en font pour des parcours individuels. On pourrait cependant critiquer le fait que la solidarité publique ne fonctionne pas à cet endroit précis de la santé des personnes trans. Il faut encore lutter pour que cette prise en charge bénéficie à toutes les personnes qui en ont besoin !

Paradoxalement, au-delà de ces difficultés et des précarités qu'elles imposent, vous parvenez tout de même à vous constituer en expert.e.s et en lobby n'est-ce pas Clémence ?

Il n'y a pas plus d'expert.e sur les questions trans qu'une personne concernée car cela implique qu'elle possède une connaissance de la transidentité par sa propre expérience de vie. En tant que militante je suis confrontée à la réalité des autres personnes sur les sujets trans, ce militantisme se nourrit donc des

expériences liées à l'identité de genre d'un grand nombre de personnes se déclarant trans. L'accumulation et la communication de la situation des personnes trans permet l'émergence d'un *lobby* trans.

Quand la « manif pour tous » parle du « lobby *LGBT », elle insinue une influence forte dans la société : est-ce que vous revendiquez ce terme de «* lobby *» et est-ce que vous avez l'impression d'être assez fort.e.s pour être réellement un «* lobby *» ?*

On peut dire qu'on est un « maigre *lobby* », mais si on peut, on essaie de faire avancer les choses, d'influencer. Lorsqu'on est auditionné.e.s par exemple ou lorsqu'on est interviewé.e.s par les médias. Mais nos forces de frappe sont limitées : d'où l'importance de mettre en collectif, et notamment les collectifs des centres LGBT ou la fédération trans et intersexe ! Nous ne sommes cependant pas tous les jours à Bruxelles pour faire avancer la cause !

Malgré tout également, de nombreuses associations émergent et résistent !

Oui, parce que les sujets à traiter sont énormes et les demandes sont également fortes. Heureusement des bénévoles concerné.e.s se mobilisent afin de porter les sujets trans.

Est-ce qu'il y a des associations ou des projets qui n'ont pas pu voir le jour ou perdurer du fait d'un « affaiblissement » des bénévoles et de l'absence de salarié.e.s ?

On s'auto-limite : par exemple dans l'hébergement des personnes trans menacées par leurs proches, par leurs familles notamment. Ces personnes auraient eu besoin d'être écartées de leurs familles, mais nous n'avons pas de solution : alors nous activons des hébergements militants mais cela ne peut jamais durer dans le temps !

Et maintenant : sur quelles lignes de front aimeriez-vous dorénavant vous engager ?

Il y a tellement des lignes de front mais pour moi, en tant qu'ancienne mineure trans, il m'est évident de continuer à militer pour les droits des mineurs trans. Cela implique travailler au niveau associatif, au niveau institutionnel (auprès des écoles, du monde médical, des assitant.e.s socia.ux.les, etc.), mais également au niveau politique.

Jeanne ?

Nous parlions de précarité émotionnelle, et justement, le militantisme empiète tellement la vie du quotidien que penser à soi, penser à sa retraite, penser à ses proches, c'est important aussi.

Merci Clémence, merci Jeanne !